

THEME 2- ANALYSER LES DYNAMIQUES DES PUISSANCES INTERNATIONALES

ACTIVITE 5 Bis : La chute de l'URSS – les acteurs prennent la parole



Compétences travaillées :

S'approprier un cours

Prélever des informations dans un corpus documentaire

Comprendre les logiques d'acteurs (représentations, points de vue, actions)

Consigne : Rédigez la lettre que votre personnage écrit à l'occasion de la nouvelle année 1992 à un(e) ami(e) dans laquelle il lui décrit la chute de l'URSS, éventuellement sa participation aux événements qui y ont conduit et son ressenti.

Auteurs des lettres

1. Un ouvrier polonais de 30 ans, membre du syndicat Solidarnosc
2. Un enfant de 10 ans est-allemand
3. Une femme russe de 50 ans mise au chômage par la faillite de son usine
4. Gorbatchev
5. Un opposant de Gorbatchev
6. Staline, depuis sa tombe

DOCUMENTATION COMPLEMENTAIRE

Document 1 : « Il y a 40 ans naissait Solidarnosc, le célèbre syndicat polonais », *Géo*, 31/08/2020 [en ligne : <https://www.geo.fr/histoire/il-y-a-40-ans-les-accords-de-gdansk-permettent-la-naissance-de-solidarnosc-201886>]

Le 31 août 1980, il y a 40 ans, les grévistes des chantiers navals de Gdansk entraînés par Lech Walesa et le régime communiste polonais signent un accord historique permettant la création de Solidarnosc (Solidarité), premier syndicat indépendant du bloc soviétique.

L'accord, inimaginable quelques semaines plus tôt, intervient après deux mois d'agitation sociale à travers le pays, initialement déclenchée en juillet contre la hausse des prix de la viande. A partir du 14 août, la contestation s'intensifie: les 17.000 ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk se mettent en grève après le licenciement d'une ouvrière, Anna Walentynowicz, réclamant entre autres sa réintégration. Leurs revendications de libertés syndicales vont faire tâche d'huile. Un militant licencié quatre ans plus tôt du même chantier, l'électricien Lech Walesa, 35 ans, passe aussitôt le mur d'enceinte de l'immense site et prend la tête du mouvement, se révélant en tribun charismatique. La direction lâche très vite sur plusieurs points, mais les grévistes réclament davantage, notamment la création de syndicats libres. Les grèves prennent vite une dimension politique avec l'arrivée sur les chantiers d'intellectuels dissidents qui conseillent les grévistes. Les contestataires ont la peur au ventre: ils n'ont pas oublié la répression sanglante des grèves en décembre 1970 [...] ni les interventions militaires soviétiques de 1956 en Hongrie et de 1968 en Tchécoslovaquie.

Le 31 août, un "bulletin" de l'AFP tombe: "Un accord a été réalisé dimanche entre les autorités et le comité de grève de Gdansk, a annoncé son chef Lech Walesa". Dans la foulée, Lech Walesa proclame la fin de la grève, annonce retransmise par la télévision. Le leader des grévistes se lève pour entonner l'hymne national, entraînant le vice-Premier ministre. "Nous n'avons pas obtenu tout ce que nous voulions. Mais nous avons obtenu tout ce qui était possible dans la situation actuelle. Et nous obtiendrons le reste ensuite", déclare alors le leader des grévistes. L'accord autorise un syndicat indépendant, prévoit le droit à la grève, une limitation de la censure, des hausses de salaires, la retransmission d'une messe dominicale à la radio-télévision et la libération des prisonniers politiques. [...]

Un an et demi après, le général Wojciech Jaruzelski décrète la loi martiale pour interdire le syndicat, qui a réussi à fédérer 10 millions de membres. Plusieurs dizaines de milliers de militants syndicaux sont arrêtés, dont Lech Walesa, détenu onze mois. Le mouvement poursuivra ses activités dans la clandestinité jusqu'à redevenir légal en 1989. En octobre 1983, Lech Walesa recevra le prix Nobel de la Paix, puis il sera élu président de la Pologne en 1990 lors du premier scrutin démocratique.

Document 2 : « Chute du Mur de Berlin : La folle nuit qui changea la face du monde, *AA*, 09/11/2021 [en ligne : <https://www.aa.com.tr/fr/monde/chute-du-mur-de-berlin-la-folle-nuit-qui-changea-la-face-du-monde/2416291>]

« Réceptifs à la politique de glasnost initiée en 1986 par le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, les dirigeants hongrois ont été les premiers à ouvrir la première brèche dans « le rideau de fer ». Le 2 mai 1989, ils annoncent leur intention d'entrouvrir leur frontière avec l'Autriche. Des centaines d'Allemands de l'Est se précipitent alors en Hongrie dans l'espoir de bientôt passer à l'Ouest. En septembre, ils sont plusieurs milliers à s'enfuir de la sorte. En RDA, les opposants au communisme manifestent au grand jour, au grand dam du pouvoir qui commence à perdre pied. Et le 7 novembre, un million de manifestants à Berlin-Est entraînent la démission collective du gouvernement communiste.

Deux jours plus tard, Günter Schabowski, journaliste devenu porte-parole du comité central du SED, le parti communiste dirigeant de la RDA, énumère devant des médias internationaux les dernières décisions du régime, censées permettre de

répondre à des mois de manifestations massives. Parmi les mesures, le gouvernement autorise les Allemands de l'Est à voyager à l'étranger « sans aucune condition particulière ». La décision devrait entrer en vigueur le lendemain à 4h du matin, mais Schabowski n'a pas lu pas le document, qu'il a entre les mains, jusqu'au bout. A un journaliste qui lui lance : "A partir de quand ?", il répond : "Autant que je sache... immédiatement, sans délai". Le soir même, alors que l'information a été relayée par les médias, des dizaines de milliers de Berlinoïses affluent à la frontière et se massent près du Mur. A 23h30, au poste-frontière de Bornholmer Strasse, les gardes-frontières ne peuvent plus contenir la foule bouillonnante. C'est là que Harald Jager, lieutenant-colonel de la Stasi affecté à la police des frontières au Bornholmer Strasse, cède sous la pression. Devant l'absence de consignes de ses supérieurs, il envoie un message à ses hommes : "Ouvrez la barrière !". Dans la demi-heure qui suit, tous les autres points de passage sont ouverts et des milliers de Berlinoïses, à pied ou en voiture, franchissent le Mur réputé infranchissable, dans une ambiance surréaliste. La folle nuit vient de commencer.

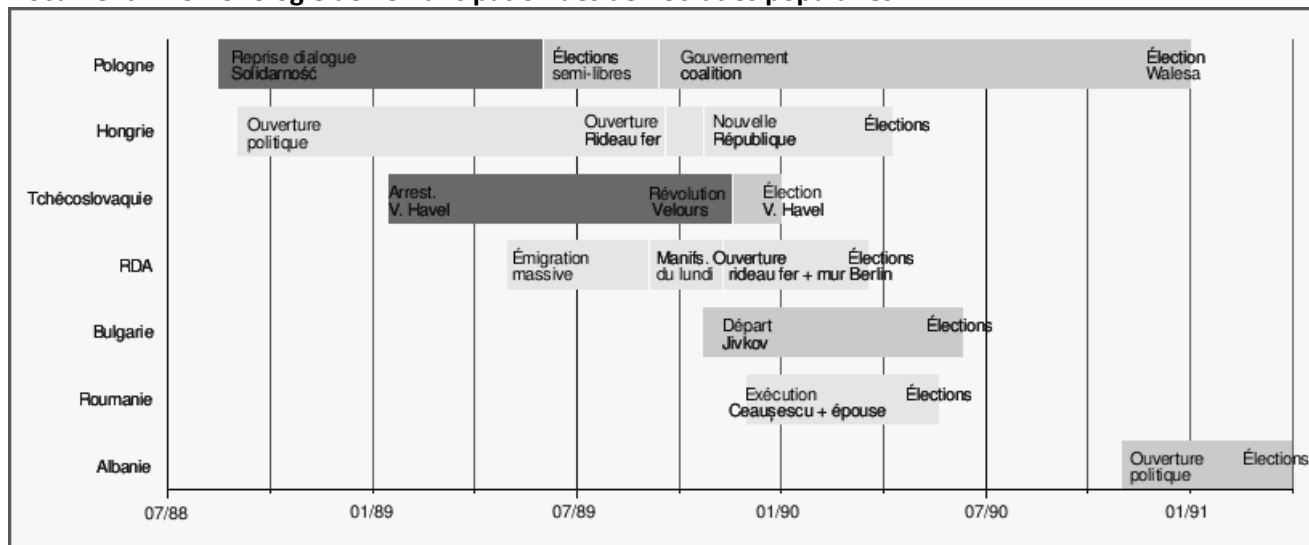
Loin d'être un simple détail de l'Histoire, la chute du Mur de Berlin pose, paradoxalement, la première pierre dans l'édifice du « Nouveau monde ». Cette nuit du 9 novembre 1989 marque, en effet, le commencement d'une nouvelle ère, celle du règne de l'Occident sur le monde. "La chute du mur symbolise l'échec du bloc de l'Est. Tout le bloc communiste était en crise : la RDA (...) était sous perfusion de capitaux allemands car le système ne fonctionnait pas. Les démocraties populaires étaient dépendantes du pétrole soviétique qui arrivait très en-dessous du marché mondial", déclarait, en 2019, l'historien Pierre Rosset au micro de RTL. S'en suivra un effet domino spectaculaire et inéluctable. La chute du Mur faisait, en effet, partie d'une recomposition de plus grande ampleur. "L'on avait l'impression que l'histoire s'accélérait", notait l'historien. Deux ans plus tard, l'URSS s'effondra, fermant, à jamais, un grand chapitre de l'Histoire contemporaine. »

Document 3 : « Chute du mur de Berlin : quelles ont été les conséquences en Europe ? », La Croix, 29/10/2019

Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin, qui divise la ville allemande depuis 28 ans, s'effondre. Mais en réalité, le rideau de fer se déchire déjà depuis quelques mois et la chute du Mur vient précipiter l'effondrement du bloc de l'Est. Dans tout le bloc de l'Est, les répercussions sont immenses. Tous les satellites de l'Union soviétique profitent des faiblesses du régime communiste finissant pour s'émanciper. [...]

Dès le début de l'année 1989, des brèches politiques s'ouvrent dans tous les pays européens de l'Est. En Hongrie, le Parti communiste autorise le multipartisme début février. Le 26 mars, des premières élections libres sont organisées en Union soviétique. Le 5 avril, en Pologne, le premier ministre accepte le pluralisme syndical et la démocratisation des institutions. Deux mois plus tard, le syndicat Solidarnosc de Lech Valesa remporte les premières élections libres. Le 2 mai 1989, la Hongrie, engagée depuis plusieurs années dans la voie de la libéralisation, ouvre une brèche dans le rideau de fer en démantelant le double grillage barbelé qui fermait sa frontière avec l'Autriche depuis 1966. Le 10 septembre, la frontière est définitivement ouverte et un flot ininterrompu d'Est-allemand rejoignent l'ouest. Le 10 novembre 1989, le Mur est à terre et c'est tout le bloc soviétique qui se démantèle. La République de Hongrie est la première à déclarer son indépendance de Moscou fin octobre. Les 17 et 18 novembre, c'est la révolution de velours qui permet à la Tchécoslovaquie de s'émanciper. En Bulgarie, le stalinien Todor Jivkov doit accepter son remplacement par un communiste plus ouvert, Petar Mladenov. À Bucarest, Nicolae Ceausescu ne résiste pas à la révolution roumaine. Le 22 décembre, alors que le chef du comité central préside une réunion au siège du Parti communiste, la foule envahit le bâtiment et le couple présidentiel s'enfuit par hélicoptère. Dans des situations plus paisibles, les États baltes proclament leur indépendance en mars et mai 1990. Plus au sud, des opposants à Slobodan Milosevic embrasent la Yougoslavie. Ils contestent son autoritarisme et réclament l'indépendance des républiques yougoslaves.

Document 4 : Chronologie de l'émancipation des démocraties populaires



Document 5 : « En août 1991, le putsch raté qui précipita la dislocation de l'URSS », Géo, 18/08/2021

[en ligne : <https://www.geo.fr/histoire/en-aout-1991-le-putsch-rate-qui-precipita-la-dislocation-de-lurss-205927>]

« Depuis son arrivée au pouvoir en 1985, Gorbatchev a fait souffler un vent de réformes sur le pays : libéralisation économique, démocratisation, ouverture à l'Occident... Mais sa perestroïka («reconstruction») a aussi réveillé les nationalismes au sein des républiques fédérées, pays baltes et Caucase en tête, qui rejettent de plus en plus le pouvoir central soviétique. En plus d'être exsangue, ruinée, l'URSS est aussi menacée de dislocation.

Pour Gorbatchev, le traité qu'il s'apprête à conclure doit endiguer ce péril. Au contraire, les plus conservateurs du régime y voient l'arrêt de mort de l'Union soviétique. Ils veulent en empêcher la signature, quitte à chasser Gorbatchev du pouvoir. Parmi les cerveaux du putsch : Guennadi Ianaïev, le vice-président, mais aussi Valentin Pavlov, le Premier ministre, Boris Pougou, le ministre de l'Intérieur, Vladimir Krioutchkov, le chef du KGB...

Au départ, les comploteurs espèrent embarquer Gorbatchev dans leur aventure – d'où l'envoi d'émissaires à Foros. Mais, face à son refus, ils le séquestrent et passent à l'action. Le lundi 19 août à 5h40 du matin, une dépêche de l'agence Tass tombe sur les téléscripteurs du monde entier. Un mystérieux Comité d'État pour l'état d'urgence (GKTP), qui réunit les principaux instigateurs du putsch, annonce que Gorbatchev est «incapable d'assurer ses fonctions pour raison de santé». Le Comité s'arroge la direction du pays et déclare l'état d'urgence pour six mois. Dans un «Appel au peuple soviétique», il explique vouloir conjurer le «péril mortel [qui] menace notre grande patrie» et mettre fin à «la politique des réformes».

En réalité, passé la stupeur du petit matin, le pronunciamiento de la vieille garde communiste tourne vite au fiasco. Un sentiment d'amateurisme domine, le coup de force manque de poigne : pas de fermeture des frontières, ni d'arrestations massives d'opposants... Surtout, les putschistes n'ont pas compris que le pays a changé. Après six ans de perestroïka, une grande partie de sa population ne veut plus d'un retour en arrière. Rapidement, des milliers de Moscovites, peu intimidés par les chars, descendent dans la rue pour s'opposer au coup d'État. Beaucoup se réunissent autour de la Maison-Blanche, l'impressionnant bâtiment de douze étages surplombant la Moskova, qui abrite le Parlement de la république de Russie.

L'immeuble devient le symbole de la démocratie, de l'émancipation des peuples d'URSS et de la résistance face à l'ordre communiste. Les manifestants brandissent des drapeaux russes, ukrainiens, lituaniens ou géorgiens, scandent des slogans comme «la dictature, nous n'en voulons pas !» et érigent des barricades alentour. En face, les conjurés du GKTP, surpris et dépassés par la réaction populaire, qui s'ajoute à une réprobation quasi unanime à l'étranger, tergiversent et se divisent. »

Document 6 : « Thierry Wolton : « Gorbatchev a été le fossoyeur involontaire de l'URSS », Figaro, 31/08/2022

Le dernier dirigeant de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, est décédé ce 30 août. L'historien Thierry Wolton retrace le parcours particulier d'un ancien président qui laisse au monde une image contrastée. Son élan réformateur qui a mené à la chute de l'Empire, le renvoie tantôt à une figure de libérateur ou de fossoyeur.

« Mikhaïl Gorbatchev laisse une image contrastée selon le point de vue d'où l'on se place, et en raison de la complexité du personnage qui n'a pas réussi ce qu'il voulait faire : sauver l'URSS. L'Occident qui a connu une période de «Gorbymania» dans les années 1985-90, a vu en lui le réformateur malheureux du système communiste. Pour de nombreux Russes, il fut plutôt le fossoyeur de l'empire soviétique pendant que les peuples de l'Est européen, alors sous le joug de Moscou, le perçurent comme un libérateur involontaire. Gorbatchev fut tout cela à la fois, davantage emporté par des événements qu'il ne dominait pas, que maître de son destin, et au fond, sans vrai dessein propre, autre que celui d'essayer de faire perdurer un système communiste à bout de souffle. »

Document 7 : Une du journal Sud-Ouest du 26 décembre 1991

SUD OUEST
GRAND QUOTIDIEN REPUBLICAIN REGIONAL D'INFORMATION
3,80 F BORDEAUX 26 DECEMBRE 1991

Gorbatchev et l'URSS : la page est tournée

Noël : des appels pour la paix

Le président de la Russie, Boris Eltsine, a pris fermement en main hier les rênes du pouvoir laissées libres par la démission devant les caméras de télévision de Mikhaïl Gorbatchev

EDITORIAL
Un grand mérite

C'est un homme d'état (et il l'est) qui a permis de faire passer l'URSS de l'ère de la terreur à celle de la démocratie. C'est un homme d'état qui a permis de faire passer l'URSS de l'ère de la terreur à celle de la démocratie. C'est un homme d'état qui a permis de faire passer l'URSS de l'ère de la terreur à celle de la démocratie.

- L'année du déclin
- Un lourd héritage militaire
- Un homme un bouton nucléaire
- L'Occident perd son « enfant chéri »

NOUVELLES

La capitale de la Russie, Moscou, a été le théâtre d'une manifestation de masse pour la paix à Noël. Des milliers de personnes ont défilé dans les rues de la capitale, brandissant des drapeaux et scandant des slogans pacifistes. Les organisateurs ont appelé à la fin de la guerre en Tchétchénie et à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu signé récemment.

Début de l'article :
Le président de la Russie, Boris Eltsine, a pris fermement en main hier les rênes du pouvoir laissées libres par la démission devant les caméras de télévision de Mikhaïl Gorbatchev.